

BRÈVE HISTOIRE DE L'EMPOWERMENT : À LA RECONQUÊTE DU SENS POLITIQUE

vendredi 13 novembre 2015, par [Valérie Peugeot](#)

Ce texte reprend et développe un exposé oral présenté en janvier 2015 à la demande de la FING – Fondation internet nouvelle génération – à l'occasion du séminaire de lancement du projet de recherche « Capcity – explorer les réalités de l'empowerment à l'ère numérique », projet mené en partenariat avec Telecom Bretagne et l'Université Rennes 2, soutenu par l'ANR – Agence nationale de la recherche. Il m'était demandé de revenir sur les racines du terme « empowerment » et sur sa trajectoire de pénétration en France, plus particulièrement dans les milieux de l'internet citoyen.

Le terme d'*empowerment* fait partie de ces mots qui font irruption dans notre langue depuis une demi-décennie et se disséminent à grande vitesse. Sans doute peut-on en partie expliquer ce succès par son caractère polysémique, une polysémie qui facilite son appropriation dans des contextes et par des acteurs différents, qui explique la difficulté à le traduire et justifie la longévité du terme anglais. L'analyse sémiologique du terme reste à faire. Je tenterai ici d'identifier quelques repères temporels dans l'émergence de ce concept aux États-Unis en particulier, dans sa trajectoire en France et de lever le voile sur les divergences politiques embarquées dans les usages multiples du terme.

Des mouvements féministes aux quartiers noirs de Chicago, la courte histoire de l'empowerment

Même s'il a fait de timides apparitions au début du XXe siècle puis dans les années 30 autour du « community organizing » du sociologue Saul Alinsky [1], c'est surtout au tournant des années 60/70 que le terme empowerment va se répandre. Le climat social explique en grande partie cette diffusion. Dans les pays occidentaux mais plus particulièrement aux États-Unis, les luttes féministes, antiracistes, homosexuelles se structurent et montent en puissance. Dans les pays du Sud, et notamment en Amérique Latine, les enjeux d'émancipation, à la fois individuelle, collective et sociale des opprimés deviennent de plus en plus prégnants. Ils donneront naissance aux mouvements d'éducation populaire, notamment autour du travail du philosophe et pédagogue brésilien Paulo Freire, mouvements pensés comme une stratégie de mobilisation des individus et des groupes marginalisés pour transformer les rapports de pouvoir, afin de construire une société plus équitable.

Se donner les moyens d'une émancipation individuelle et collective

C'est donc dans ce contexte que va émerger l'*empowerment* [2], avec pour berceau principal les États-Unis. Ce sont principalement certains mouvements féministes qui vont y propulser le terme, soucieux de faire sortir leur lutte d'une approche victimisante de la femme, qui tend à ne considérer cette dernière que comme dominée et marginalisée, et veulent au contraire lui opposer une image de la femme à la fois compétente et porteuse de changement de sa propre condition. Il s'agit de passer d'une approche de libération (de l'oppression) à une approche d'émancipation autonome. Conjointement, toujours aux États-Unis, le terme, va également être mobilisé par une mouvance de travailleurs sociaux qui s'inscrit dans la filiation de Saul Alinsky. Prenant le contre-pied des programmes de lutte contre la pauvreté lancés par le président Johnson dans le cadre de son projet de « great society », ces travailleurs sociaux qui exercent dans les communautés afro-américaines, tout comme les mouvements communautaires eux-mêmes aux côtés desquels ils agissent, vont associer à l'empowerment la capacité de ces derniers à construire par eux-mêmes les réponses aux questions sociales auxquelles ils sont confrontés.

Plus tard, dans les années 80, c'est un courant psychiatrique nord-américain, qu'on appelle la psychologie communautaire, qui va à son tour s'emparer de l'empowerment. Julian Rappaport en est la figure emblématique. Selon lui, il s'agit de recentrer le travail social sur le sujet, pris comme individu particulier et dans son contexte, en s'appuyant sur ses compétences et en l'aidant à (re)construire estime de soi et conscience critique. Il parle ainsi de l'empowerment comme « un processus, un mécanisme par lequel les personnes, les organisations et les communautés acquièrent le contrôle des événements qui les concernent » [3]. Ce courant se développera plus particulièrement au Québec.

Un rétrécissement idéologique de la signification de l'empowerment.

Selon Marie-Hélène Bacqué et Caroline Biewener, l'empowerment originel recouvre trois dimensions : le pouvoir de changer ma vie en tant qu'individu, la capacité à me donner les moyens de mon développement personnel (ce qu'on appelle aussi le *capacity building*) ; le pouvoir avec ma communauté de transformer mes conditions de vie, dans une approche d'action collective, de

solidarité de proximité ; et enfin le pouvoir sur la société, dans une acception plus politique. Mais au fur et à mesure que le terme va échapper à ses berceaux d'origine et se diffuser, il va progressivement perdre de sa radicalité et de sa prétention à remettre les opprimés collectivement aux commandes d'un pouvoir sur leur vie. En effet, dès les années 80, le terme est également repris par les libéraux et les conservateurs, plongeant la notion dans l'ambiguïté : l'ambition de justice sociale et l'action collective et solidaire disparaissent, au profit d'une capacité purement individuelle à construire son propre ascenseur social. C'est à cette version-là de l'empowerment que puisent les politiques de modernisation de l'action publique que l'on appelle « new public management » et dont l'avatar le plus proche de nous dans le temps et dans l'espace est la « big society » de David Cameron au Royaume-Uni. Mais c'est surtout cette vision étriquée, voire néo-libérale, de l'empowerment que vont promouvoir les institutions internationales, comme la banque mondiale, les programmes d'aide au développement pour les pays du sud : ils font porter sur l'individu la responsabilité de son émancipation en ignorant ou cassant les dynamiques collectives.

Un monde numérique pétri d'empowerment

Bien loin des féministes comme des quartiers noirs de Chicago, l'empowerment va trouver un autre terreau d'expansion dans un milieu essentiellement constitué d'hommes blancs venus des classes moyennes et des classes supérieures : celui de l'informatique.

L'improbable rencontre entre informatique et contre-culture

À la fin des années 70 et au début des années 80, toujours aux États-Unis, une improbable rencontre va s'effectuer entre les contre-mouvements culturels et le monde de la recherche informatique. Grâce à l'action de quelques grandes figures comme Stewart Brand [4] les mouvements hippies, essentiellement des jeunes blancs qui font le choix du retour à la terre et de la vie en communauté [5] vont croiser la route de grands laboratoires de recherche comme celui de Stanford. Stewart Brand va lancer en 1968 le Whole Earth Catalog, dont le sous-titre est « Accès aux outils », sorte d'almanach distribué dans ces communautés, dans lequel il fournit la liste des outils nécessaires à une vie auto suffisante, centrée sur le développement personnel, le bricolage et l'écologie. À côté des informations indispensables à la vie à la campagne – semences, outils agricoles, habits... –, il va très vite faire figurer l'ordinateur personnel, les livres de cybernétiques. Cette dynamique le conduira à créer en 1985 The Well, première communauté virtuelle, ancêtre des réseaux sociaux actuels. Dans la conception de Brand, l'informatique est un outil d'émancipation individuelle, comme il l'explique en introduction de l'édition tardive de 1984 du catalogue consacrée à l'ordinateur personnel :

Personal computers are automobiles of the mind. They empower. They can also estrange, but information has a greater capability for self-correction than gasoline and steel. (Also a greater capability for acceleration.) The purpose of this magazine, as with our previous Whole Earth Catalogs, is to aid the empowerment of individuals. And to aid the balance of that empowering. [6]

Cette approche de l'empowerment ne croisera pas la route des mouvements précédents et ce pour toute une série de raisons non seulement sociologiques mais également politiques : ces néo-communalistes n'ont que peu à voir avec les mouvements politiques des années 60/70 embarqués dans les luttes contre la guerre du Vietnam et pour le pacifisme, le féminisme, l'art underground et qui donneront naissance à ce qu'on appelle la seconde gauche américaine. Loin de la scène militante, ils privilégient la transformation individuelle et collective, le retour à la nature sur l'action politique et estiment que les outils – qu'il s'agisse d'outils de charpentier, de synthétiseur, de LSD ou d'un PC – sont les leviers de cette transformation. En continuité, ils considèrent l'État comme une source d'oppression – la peur de la bombe atomique plane toujours –, et sont profondément libertariens au sens américain du terme. La liberté de circulation de l'information va rapidement constituer la pierre angulaire de leur message. La jonction avec le monde de la recherche informatique va ajouter une dimension éminemment déterministe à leur philosophie : la technologie serait intrinsèquement émancipatrice [7].

Fin de la contre-culture, explosion des technologies numériques et de leurs marchés

Puis les communautés se dispersent, les jeunes hippies vieillissent et retournent en ville, mais cette vision de la technologie vectrice d'empowerment va continuer à vivre sa vie dans les milieux des technologies de l'information et de la communication. Chaque nouvelle génération technologique – par exemple l'apparition du Web grand public au milieu des années 90, puis du Web 2.0 au milieu des années 2000 – va constituer une occasion de réaffirmer ce potentiel émancipateur.

Ainsi, dans un post publié sur le site du Whole Earth en 2000, Kevin Kelly, ancien éditeur du catalogue dans les années 80 puis rédacteur en chef de la revue Wired entre 1992 et 1999, déclare en revenant sur les années écoulées depuis les débuts du Whole Earth :

I learned a lot. One thing sticks out : the tools of self-empowerment that were yearned for decades ago have been instituted on a mass scale. Those tools, based on digital power and the web, are now widely available to almost anyone in the developed world. We can do many of the things we once dreamed of doing. The revolution is new tools . [8]

Dans un même temps ces milieux qui ont opéré la jonction entre technologie et contre-culture, vont évoluer politiquement : d'une vision autonome, ils virent vers un libertarianisme appuyé sur les succès d'entreprise. Stewart Brand va se tourner vers les milieux économiques et créer le Global Business Network, qui réunit des grandes figures du monde des affaires de l'époque, cherche à imaginer les futurs possibles et les nouveaux marchés associés. Côté technologie, ces communautés vont donner naissance à plusieurs courants dont certains semblent en totale opposition : pendant que certaines figures rejoignent allégrement les transhumanistes, d'autres développent les mouvements de hackers, de makers et du do-it yourself, ou encore du logiciel libre. Si toutes ces communautés ont en partage une méfiance à l'égard de l'État, une sensibilité forte sur les questions de libertés publiques et une culture du « faire » [9], leurs rapports aux marchés, à l'entreprise, à la société de consommation diffèrent considérablement. Quant au projet de société, si dans un cas comme dans l'autre la question de la justice sociale est absente, les premiers sont porteurs d'un discours radicalement démiurgique que ne partagent pas les seconds.

Années 90 : Les premières porosités

Au terme de ce rapide survol, on distingue mieux les différentes philosophies et objectifs dont le terme empowerment est le vecteur (cf. Figure 1) et on comprend aisément d'où provient son caractère polysémique.

⌘	Empowerment- « social »⌘	Empowerment- « institutionnel »⌘	Empowerment- « technologique »⌘
Principaux promoteurs⌘	Travailleurs sociaux, éducation populaire, acteurs de la ville, mouvements féministes⌘	Institutions internationales⌘	Acteurs du numérique⌘
Principaux leviers de l'émancipation⌘	Capacités auto- organisées des communautés agissantes⌘	Capacités de l'individu à « prendre sa vie en main »⌘	Science et technologie, Outils⌘
Objectifs poursuivis⌘	Sortie de la marginalité, reprise de pouvoir des opprimés en tous genres et transformation sociale⌘	Lutte contre la pauvreté en particulier dans les pays les moins avancés⌘	Innovation, Transformation sociale radicale, ¶ Nouveaux marchés⌘
Relation à la puissance publique⌘	Logique ascendante, auto-organisée en réaction à l'impuissance de l'État⌘	Logique ascendante- individuelle, en l'absence de la puissance publique⌘	Logique ascendante, auto-organisée, dans un rejet de l'État.⌘
Relation au capitalisme⌘	Initialement volonté de transformation radicale, puis approche réformiste⌘	Pas de remise en cause de la mondialisation libérale dans sa relation au développement des pays du Sud⌘	Insertion dans une vision d'un capitalisme ultra-libérale, ¶ Déterminisme technologique⌘
Mots connexes et valeurs clés⌘	Capacity, Agency, justice sociale⌘	Développement (Nord/Sud)⌘	Liberté de l'information, Révolution informationnelle⌘

Figure 1 Comparaison synthétique des différentes approches de l'empowerment

Cette tentative de catégorisation ne doit pas pour autant masquer certaines porosités entre les différentes approches. Dans les années 90 vont émerger quelques acteurs qui vont tenter une sorte d'œcuménisme audacieux. L'ONG ACP – Association for Progressive Communications en constitue probablement la meilleure illustration. Créé en 1990 et toujours actif, ce réseau international, très présent dans les pays du Sud, déploie des infrastructures de communication et mobilise des outils numériques au service des individus et des acteurs de la société civile et est particulièrement actif auprès des groupes de femmes du sud qui cherchent à conquérir les moyens de leur autonomie. Il poursuit des objectifs aussi bien de développement durable, que de défense des Droits de l'Homme ou de justice sociale et de démocratie participative. Sa profession de foi tente clairement de « tenir les trois bouts » : *All people have easy and affordable access to a free and open internet to improve their lives and create a more just world* [10]. D'autres initiatives, que l'on peut rattacher au courant de l'internet citoyen – community networks, FAI associatifs... – apparus eux aussi dans les années 90 s'inscriront dans une logique similaire – les technologies dans une logique d'empowerment collectif et de solidarité –, mais globalement leur influence reste marginale à l'échelle mondiale.

Nous verrons qu'en France, certains acteurs ont également tenté l'invention de cette forme de syncrétisme entre technologie et

France : entre importation inconsciente et jonction

Si le terme empowerment a fait une entrée tardive dans le paysage français, par comparaison avec les Etats-Unis, on observe dès les années 80/90 l'émergence de nouvelles formes d'actions citoyenne qui participent au moins pour partie des mêmes objectifs et dans une moindre mesure des mêmes méthodes.

Deux mouvances qui croisent partiellement les logiques d'empowerment

En effet, deux grandes familles de mouvements que l'on pourrait qualifier de Monsieur Jourdain de cet empowerment que j'ai qualifié précédemment de « social », au sens où leurs pratiques se rapprochent des celles décrites précédemment, vont apparaître en France, sans qu'elles s'en revendiquent ni ne se reconnaissent dans ce terme.

D'une part apparaissent des mouvements qui viennent combler les lacunes de l'action publique et les insuffisances des corps intermédiaires traditionnels à défendre les droits des plus marginalisés, des exclus : le CICP (ex rue de Nanteuil) créé dès 1976, porte des logiques de solidarité internationale et de défense des Droits de l'Homme dans les pays du Sud ; SOS racisme, né en 1984 lutte contre les discriminations ; Act up, fondé en 1989 permet aux malades du Sida de s'auto organiser pour pousser les pouvoirs publics à l'action dans la recherche sur la maladie et leur prise en charge, « AC ! » (agir ensemble contre le chômage) est créé en 1993 alors que les syndicats se révèlent incapables de défendre les droits des chômeurs, ATTAC à partir de 1998 va tenter de résister aux effets de la mondialisation puis de proposer des alternatives à cette dernière... On peut rattacher en partie ces mouvements à une forme d'empowerment dans la mesure où ce sont le plus souvent les « opprimés » - les chômeurs, les malades, les paysans exclus de leurs terres, les habitants des pays pauvres... - qui s'organisent pour les faire émerger. Mais à la différence des mouvements nord-américains, ils n'agissent que peu ou pas à l'échelle locale et ne cherchent pas à résoudre les questions quotidiennes auxquelles ces personnes sont confrontées. Ils s'inscrivent le plus souvent dans des logiques de contre-pouvoir et de lutte, que véritablement de capacitation et/ou d'agency.

De l'autre côté, on voit apparaître au début des années 90 différents acteurs qui défendent les concepts de démocratie participative et de citoyenneté active. Les premières « Rencontres de la démocratie participative », tenues à Parthenay (Deux-Sèvres) en 1992, en constituent certainement l'un des premiers marqueurs. À la même période, on voit naître et se développer la « Charte de la citoyenneté », les Conférences européennes inter-citoyennes, la revue Place Publique ancêtre des médias participatifs, le groupe de recherche sur une économie plurielle et sur le tiers secteur d'utilité sociale et écologique, les "arbres de connaissance" créés par Michel Authier et Pierre Lévy qui s'inspirent de la démarche du MRERS, Mouvement des Réseaux Réciproques de Savoirs... L'ADELS [11], dont la création est bien antérieure, et sa revue Territoires promeuvent activement une démocratie participative locale, etc. Ces associations et mouvements sont portés essentiellement par des intellectuels, des chercheurs, ou des politiques, pour lesquels il s'agit d'insuffler une dose de participation dans une démocratie représentative déjà jugée en phase d'essoufflement et de désenchantement, de compléter une démocratie délégative dont le temps de vote constitue l'alpha et l'oméga, par une citoyenneté vibrante et continue ; de faire vivre une société civile qui ne s'inscrit pas uniquement dans des logiques de contre-pouvoir, mais également de construction d'alternatives. À la différence des approches nord-américaines, il s'agit moins de se substituer à l'action publique que de rechercher à la compléter. Pour autant, là encore on peut les rattacher partiellement à l'empowerment à l'américaine, dans la mesure où ces acteurs encouragent les alternatives ascendantes et auto organisées, cherchent à faire émerger une économie et une société plus juste et durable.

La rencontre précoce avec le numérique

La « Maison Grenelle », lieu associatif parisien dont la revue « Transversales Science Culture » était le cœur battant [12], constituera l'un des rares lieux de croisement et de fécondation réciproque de ces deux familles d'initiatives, pourtant très éloignées les unes des autres, tant par leurs filiations politiques que par leur mode d'engagement.

C'est aussi dans la Maison Grenelle que se fera l'une des jonctions avec le monde du numérique. Contrairement aux États-Unis et presque paradoxalement, il n'y aura pas en France ce cheminement parallèle et indifférent l'un à l'autre entre un empowerment par la technologie et un empowerment social et politique. Très vite les promoteurs d'un « internet citoyen » vont travailler avec ou en proximité avec d'autres mouvements, en fonction de leur sensibilité politique. Globenet, FAI associatif né en 1995, viendra s'installer dans les locaux de la Maison Grenelle aux côtés de l'association Vecam [13], qui met en débat les enjeux sociétaux liés aux technologies. Le titre du texte fondateur de cette association est d'ailleurs significatif de cette symbiose entre ce qui ne s'appelait pas encore numérique et les enjeux autant politiques que sociaux afférents « Multimédia : chances et risques pour la citoyenneté et le lien social » [14]. C'est aussi à la Maison Grenelle que se tiendront les premières réunions de l'hébergeur associatif Mygale.org. Le R@S, réseau associatif et syndical, créé en 1996, autre FAI associatif, sera quant à lui très proche de mouvements comme Act Up ou Attac. En 1999, la Fondation de France lance le premier appel à projet destiné à encourager l'appropriation des TIC notamment par le tissu associatif, intitulé "Multimédia pour tous", dont la coordination est confiée à Globenet. Et en 2000 est créée la FING qui d'entrée de jeu entend favoriser des formes d'innovation ascendante et qui sera plus tard l'un des importateurs du terme même d'empowerment dans les usages français. À la différence des autres acteurs de l'internet citoyen, cette dernière se positionne dès sa création à l'intersection entre société civile, acteurs publics et monde de l'entreprise. La fin des années 90 et la première moitié des années 2000 verra se diversifier les acteurs et se multiplier les initiatives de l'internet citoyen : montée en puissance des mouvements du logiciel libre, création du Wikimédia francophone, lancement de la version française des licences Creative Commons, premiers ateliers autour du CMS SPIP, participation aux Forums sociaux européens et mondiaux, création du réseau français I3C - Internet Créatif, Coopératif et citoyen et du réseau mondial GCNP

- Global Community networks partnership...

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces proximités précoces entre mouvements numériques d'une part et mouvements sociaux et citoyens de l'autre : la concomitance de l'arrivée de ces outils et de l'émergence de nouvelles formes de militantisme qui surgissent en France dans les années 90 est essentielle ; de plus, nombre de ces mouvements sont beaucoup plus auto-organisés, moins hiérarchiques, assez méfiants vis-à-vis des modes délégatifs et trouvent dans les TIC des outils qui répondent à leurs attentes en besoin d'organisation. Enfin c'est une période où dans les mouvements, toutes familles confondues, on voit monter une forme d'expertise ou de contre-expertise citoyenne, qui s'appuie sur des individus qui ont des compétences élevées, et qui s'approprient les outils numériques relativement aisément [15]. Appropriation toutefois limitée à une minorité d'acteurs rapportée à l'importance du mouvement associatif français.

Cet empowerment numérique qui n'en porte pas le nom va ensuite trouver plusieurs cheminements. Certains collectifs se battent pour que le numérique ne soit pas un facteur d'exclusion supplémentaire, qui vienne se rajouter aux autres facteurs discriminants, mais qu'il soit au contraire un levier d'inclusion sociale et de nouvelles solidarités. Ces mouvements s'investiront aussi bien sur le front de la fracture numérique Nord-sud, soutenus en cela par des institutions internationales comme l'OIF - Organisation Internationale de la Francophonie [16], le CRDI canadien... que sur celui de l'e-inclusion, qui débouchera entre autres sur une politique publique active en France en matière d'accès public autour des EPN, espaces publics numériques, mais aussi sur le réseau des téléc centres en Amérique latine et des « community centers ». D'autres s'investiront plutôt du côté de l'autonomie des mouvements sociaux en matière d'accès et de contrôle de l'information, comme de la maîtrise de la technologie autour du logiciel libre ou de la démocratie technologique - les premiers outils de vote outillé pour les communautés, ancêtre de ce qu'on appelle aujourd'hui la démocratie liquide - apparaissent à cette époque [17].

L'entrée en France du terme

La traçabilité de l'entrée d'un terme étranger dans notre vocabulaire est un exercice difficile. Google trends nous donne quelques indications (cf. figure 2) : les requêtes en ligne en France sont apparues à l'automne 2007 et elles ont principalement porté sur la définition et la traduction du terme, et dans une moindre mesure sur le « woman empowerment » (requête posée en anglais !).

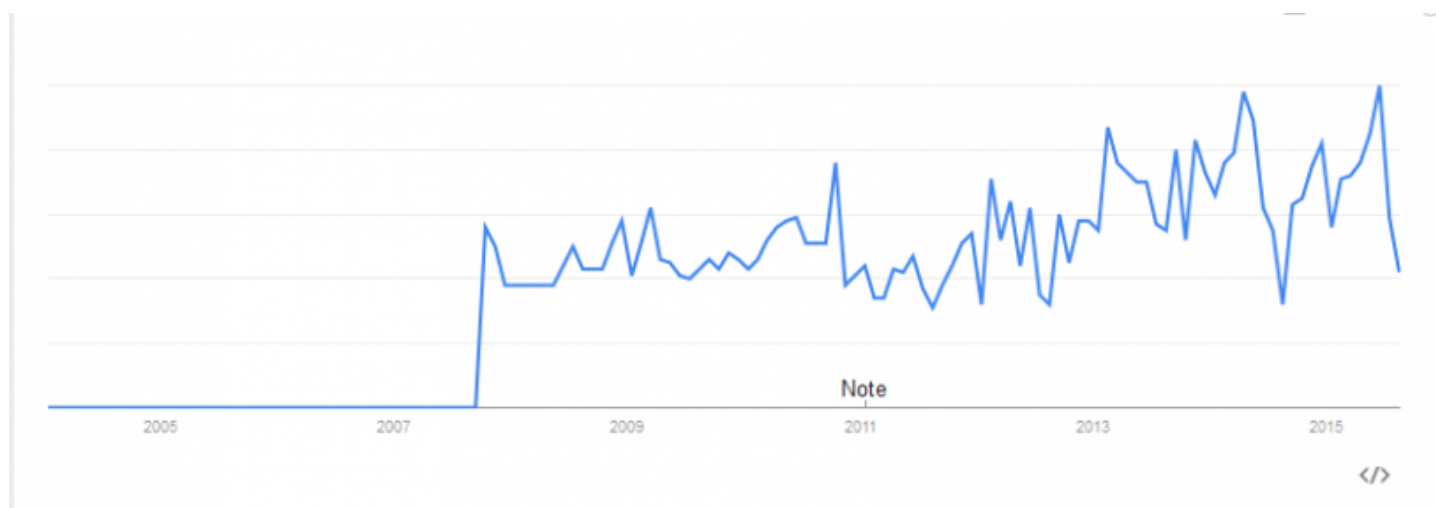


Figure 2 - Requêtes en France sur le terme empowerment dans le moteur de recherche Google

La philosophe belge Isabelle Stengers sera l'une des toutes premières à mobiliser le terme d'empowerment, mais en se refusant à le traduire. « J'aime bien ce terme, il est intraduisible : c'est à peu près ce que Guattari appelait « production collective de subjectivité », dira-t-elle dans un entretien accordé à Vacarme en 2002 [18]. En France, une poignée de chercheurs vont commencer à s'intéresser à l'empowerment dans la seconde moitié des années 2000, notamment autour des travaux en sciences de l'éducation de Bernard Vallerie et Yann Le Bossé [19], qui vont d'emblée traduire le terme par « pouvoir d'agir », et des travaux de Bernard Jouve [20], géographe, politiste, spécialiste des questions urbaines. En dehors des milieux de la recherche, le terme va se diffuser par quatre entrées distinctes - les mouvements féministes (que nous n'évoquerons pas ici), les politiques de la ville, les politiques d'inclusion par le numérique, l'économie numérique -, mouvements qui presque paradoxalement vont rejouer la disjonction nord-américaine.

Une reprise par les animateurs de démarches collectives locales dans les quartiers populaires

L'approche américaine de l'empowerment et du community organizing portés par les travailleurs sociaux travaillant dans les quartiers discriminés va trouver un écho relativement tardif, après 2010, auprès de certains acteurs de la politique de la ville en France. Il fait irruption en réaction aux politiques publiques qui ne considèrent les milieux populaires que comme porteurs de handicaps, de problèmes et aux approches dites de « démocratie participative » ou de « participation des habitants » qui ont foisonné au début des années 2000 pour ensuite quasiment disparaître, en raison du faible intérêt de ce qu'elles produisent [21]. En 2011 se constitue à l'initiative de la FONDA [22], le collectif « Pouvoir d'agir », traduction choisie de l'empowerment, qui réunit des militants associatifs, syndicaux, professionnels, élus locaux, et appelle à une autre politique dans les quartiers populaires, basée sur la prise en compte des habitants citoyens comme des personnes capables de réflexion, d'invention, de responsabilité et

de solidarité, d'agir ensemble [23]...

Le cheminement du terme dans les milieux numériques est plus tortueux : son import en France passera par l'Union européenne.

De l'e-inclusion à l'empowerment numérique – un détour par les politiques européennes

Au fur et à mesure que se déploient les « NTIC », surgit la crainte de ce qui très vite s'est appelé la fracture numérique – le risque qu'une partie de la population ne soit laissée pour compte de l'accès et de l'usage de ces outils. Assez vite vont se mettre en place en Europe des politiques de lutte contre la fracture numérique, relativement consensuelles politiquement – pour les uns il s'agit d'éviter une nouvelle source d'exclusion, pour les autres il s'agit d'étendre de nouveaux marchés potentiels –, mais qui se focalisent sur la question de l'équipement et de la connexion au réseau (Voir le programme eEurope 2000). A partir de 2002, la question de la formation aux usages et de l'accès à Internet dans des lieux publics apparaît dans la programmation européenne. Puis à partir de 2005, le vocabulaire change et le terme « d'e-inclusion » fait son apparition : la commission européenne entend ainsi « développer des usages inclusifs des TIC autrement dit, travailler sur la capacité des individus qui en expriment le besoin, à mobiliser les outils disponibles et à utiliser leurs potentialités comme 'levier' pour augmenter leur capital social, professionnel ou culturel. Cela passe par une amélioration de l'accès aux TIC ainsi qu'un meilleur accompagnement pour une appropriation des outils et un développement de nouveaux usages » [24]. On voit que le changement de vocabulaire souligne un passage d'une logique descendante (diffusion des outils) à une logique ascendante, pour que les individus se saisissent des outils pour améliorer leur trajectoire de vie. On observe ici la très forte proximité intellectuelle entre cette logique d'e-inclusion et celle d'empowerment, au point que l'on peut considérer que dans l'esprit des institutions européennes, inclusion et empowerment sont quasiment synonymes. En France les politiques publiques se centreront sur l'accès public à partir de 2000, date de la tenue d'un CISI – Comité Interministériel pour la Société de l'Information – qui donnera le coup d'envoi au déploiement du réseau des EPN – espaces publics numériques, coordonnés par la MAPI, Mission interministérielle pour l'Accès Public à Internet, au multimédia et à la micro-informatique.

Le terme d'empowerment associé au numérique fait des apparitions sporadiques dans les programmes européens dès le début des années 2000, associé à des politiques de lutte contre le chômage [25], de coopération internationale [26], de programme en faveur des jeunes [27], d'apprentissage tout au long de la vie [28]... Il faut attendre 2006 pour que la Commission publie son premier document qui associe ouvertement la question de « société de l'information » à celle d'empowerment, dans une communication au titre éloquent A strategy for a Secure Information Society – “Dialogue, partnership and empowerment” dont la traduction officielle laisse songeur : Une stratégie pour une société de l'information sûre - « Dialogue, partenariat et responsabilisation ». L'empowerment est ici pensé dans une approche défensive, d'éducation aux médias pour se défendre des soi-disant mésusages. Par la suite les textes dédiés aux questions d'accessibilité du Web convoqueront l'empowerment. Mais c'est surtout à partir des années 2010 que la jonction sémantique entre l'empowerment et les politiques d'e-inclusion va se faire. Notamment dans ses différentes publications des politiques d'e-inclusion, la Commission fera régulièrement mention du rôle du numérique dans des dynamiques d'empowerment [29].

En Français, Daniel Pimienta, fondateur et animateur français de l'ONG dominicaine FUNREDES, Fundación Redes y Desarrollo [30], sera l'un des premiers à associer le terme empowerment aux questions numériques, dans un article de 2003 [31], consacré aux questions de fracture numérique Nord/Sud. Une posture qui ne doit rien au hasard : les ONG d'Amérique Latine seront précurseurs dans la mobilisation des listes de discussion pour la coordination transnationale des mouvements sociaux, donnant ainsi une traduction concrète au pouvoir d'agir.

Mais c'est la FING qui à partir de 2005 se fera le principal vecteur en France de la notion d'empowerment associée aux technologies de l'information et de la communication. Elle s'était penchée dès le début des années 2000 sur la question de la fracture numérique en tentant de donner toute son épaisseur à ce terme et de se démarquer des réponses réductrices par l'accès, comme en témoigne un article de Jacques François Marchandise de 2001] [32]. Fort de cette réflexion, Daniel Kaplan, fondateur et directeur de la Fing, avait participé aux travaux du groupe d'experts eEurope et coordonné la rédaction du rapport produit par ce groupe "e-Inclusion : nouveaux défis, nouvelles politiques" ("e-Inclusion : New Challenges and Policy Recommendations"). Un rapport qui proposait « 7 nouvelles orientations pour associer le développement des TIC et l'inclusion sociale » [33] et dont la préface de Viviane Redding débute par « e-Inclusion is about using Information and communication technologies (ICT) to empower all Europeans. » Le texte n'ayant pas officiellement été traduit, le terme « empowerment » va commencer ainsi à vivre un cheminement français dans les milieux du numérique associatif ou citoyen.

Dix ans plus tard, il sera traduit en « pouvoir d'agir » par le Conseil national du numérique, dans son rapport « Citoyens d'une société numérique - Accès, littératie, médiations, pouvoir d'agir : pour une nouvelle politique d'inclusion » [34]. Ce rapport apparaît comme un marqueur à trois titres.

Il prolonge et amplifie la volonté de certains acteurs de construire un dialogue entre les acteurs venus du monde du travail social et celui du numérique, volonté dont on voit les traces dans différentes rencontres comme le séminaire « Retour aux sources de l'empowerment : quel rôle pour le numérique ? » qui s'est déroulé à Numa en février 2012 [35] ou les différents Forums des usages coopératifs qui se déroulent à Brest [36].

Mais le rapport marque aussi la volonté de ne pas laisser l'empowerment numérique se faire enfermer dans une vision techniciste et purement libérale. En effet, entre temps, le terme s'est diffusé largement dans les milieux de l'économie numérique, dans une approche caractéristique de déterminisme technologique. Le Web2.0 apparu en 2005 est passé par là : les acteurs du numérique français et d'ailleurs, rejouent les utopies fondatrices des années 70/80 aux États-Unis. Le web devenu distribué et contributif serait intrinsèquement vecteur d'empowerment aussi bien pour le client, le consommateur, que pour le salarié. Les technologies du numérique doivent réduire les asymétries d'information entre les entreprises et leurs clients et utilisateurs, permettre à ces derniers de sortir de leur passivité subie et d'endosser les figures du « prosumeur », ou « consomacteur », « co-créateur », ou

encore « proam ». Une narration qui sera reconvoquée avec la montée en puissance à partir de 2008 de l'économie collaborative, dans laquelle l'individu est en position d'offreur autant que de demandeur dans les transactions marchandes. De la même manière, le numérique dans l'entreprise est supposé permettre au salarié de s'affranchir des hiérarchies, d'être plus autonome et créatif, de travailler en réseau. Une narration qui mérite d'être relue à la lumière de l'analyse de Luc Boltansky et Eve Chiapello dans *Le nouvel esprit du capitalisme* [37] : la « critique artiste » du capitalisme (la demande pour plus d'autonomie et de créativité) trouve dans le numérique un nouveau vecteur de récupération par le management.

Aussi le rapport du CNUM cherche-t-il à redonner au terme empowerment sa plénitude en associant au plus près une approche « inclusive » des technologies de l'information à une approche « émancipatrice », et en mêlant des propositions qui touchent à l'individu et à la construction du collectif, à l'innovation sociale.

Capacitation versus Pouvoir d'agir

Au terme de cet article, on comprend que tout à la fois l'usage et la traduction – ou non – du terme empowerment ne sont pas que des questions rhétoriques. Certains auteurs sont prêts à l'employer dans sa version anglaise, la puissance ramassée du terme anglais n'ayant pas d'équivalent dans notre langue : Le préfixe 'em' qui témoigne de l'idée de mouvement, le radical 'power' qui signifie en français 'pouvoir' et enfin le suffixe 'ment' qui rend le résultat tangible. Ainsi, "on peut considérer que la notion d'empowerment renvoie globalement à un mouvement d'acquisition de pouvoir qui débouche sur un résultat tangible", nous explique Mickaël Le MentecMickaël [38], citant Yann Le Bossé. Encore faut-il que le terme anglais ne soit pas vidé de sa substance, et retrouve la plénitude de ses trois dimensions comme le réclament Marie-Hélène Bacqué et Caroline Biewener.

Les choix de traduction peuvent en partie s'expliquer par les spécificités des collectifs qui s'en sont emparés. Ainsi les Québécois tout à la fois choisissent de le traduire plutôt que de l'utiliser dans sa version anglaise, ce qui est soi un acte politique dont on connaît la raison d'être, et de le traduire par capacitation, dans une approche d'éducation émancipatrice [39].

Parmi les traductions les plus répandues en France, on trouve « pouvoir d'agir » et « capacitation » [40]. Les défenseurs de cette dernière traduction renvoient à l'approche d'Amartya Sen, le prix Nobel d'économie, et contributeur essentiel aux indicateurs de développement humain (IDH). Durant les années 80, celui-ci défend le concept de capability, traduit en français par capacité ou encore liberté substantielle. Il y désigne la liberté effective d'un individu, au-delà d'une liberté formelle, et bien au-delà du simple critère de revenu. La capability recouvre ainsi la possibilité d'orienter son existence, de transformer des ressources sociales dans des activités qui font sens pour l'individu, ce qu'Amartya Sen associe au concept d'agency. Celle-ci désigne la capacité de l'individu à agir et à véhiculer du changement en fonction de ses propres objectifs et finalités, ce qui peut inclure la participation au débat public, à la vie politique... Son approche s'attaque à refondre simultanément le principe d'efficacité économique et la conception de la justice sociale et du bien-être individuel et collectif. C'est cet ancrage premier dans une redéfinition des politiques économiques du développement et du bien-être au profit d'une nouvelle conception de la justice sociale, par opposition à la version libérale « allégée » de l'empowerment qui explique sans doute la préférence de différents auteurs français [41] pour le terme de « capacitation ».

Que l'on choisisse de conserver le terme anglais ou bien de le traduire et, quelle que soit la traduction retenue, l'enjeu reste effectivement d'ouvrir un champ pour l'action individuelle et collective porteuse de transformation sociétale. Le terme dans ses différentes acceptions reste une formidable invitation à l'imaginaire collectif, à la mise en mouvement, avec ou sans numérique !

Notes

[1] dont se revendique le président Obama.

[2] Ce survol historique emprunte pour l'essentiel au livre de Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener, « L'empowerment, une pratique émancipatrice », La Découverte, Politique et sociétés, 2013

[3] Rappaport, J., "Terms of empowerment/Exemplars of prevention : toward a theory for community psychology", *American journal of community psychology*, vol. 15, n° 2, 1987, p. 121-148.

[4] L'essentiel de cette description historique emprunte au livre de Fred Turner, *Aux sources de l'utopie numérique : De la contre-culture à la cyberculture*, Stewart Brand, un homme d'influence, C&F éditions, 2012

[5] On a compté jusqu'à 1 millions de jeunes vivant en communauté aux États-Unis (Source : Fred Turner, *ibid*)

[6] Passage qu'on pourrait tenter de traduire d'une manière imparfaite, en jouant sur les sens du terme empowerment : « Les ordinateurs personnels sont les véhicules de la pensée. Ils donnent des pouvoirs (empower). Ils peuvent également aliéner, mais l'information a une plus grande capacité d'auto-correction que l'essence et l'acier (ainsi qu'une plus grande capacité d'accélération). Le but de ce magazine, comme avec nos précédents *Whole Earth Catalogues*, est d'aider à l'autonomisation des individus. Et d'aider l'équilibre de cette capacitation. »

<http://www.wholeearth.com/issue/1240/article/236/this.magazine.is.a.book-in-progress>

[7] Ceci conduira Stewart Brand, pourtant considéré comme un des fondateurs du mouvement écologiste aux Etats-Unis, à publier dans les années 2000 un livre appelant les technologies les plus décriées à la rescousse : « Whole Earth Discipline : Why Dense Cities, Nuclear Power, Transgenic Crops, Restored Wildlands, and Geoengineering Are Necessary, Atlantic books, 2010 (traduction française : Discipline pour la planète Terre, Vers une écologie des solutions, Tristram, 2014)

[8] Passage qu'on pourrait traduire de manière là encore imparfaite : « J'ai beaucoup appris. Une chose fait saillie. Les outils d'auto-empowerment auxquels on a aspiré depuis des décennies ont été déployés à une échelle massive. Ces outils, basés sur la puissance numérique et le web, sont maintenant largement disponibles pour quasiment toutes les populations du monde développé. Nous pouvons faire désormais beaucoup de choses dont nous avons rêvé. Les nouveaux outils constituent la révolution. » <http://wholeearth.com/issue/2103/article/126/tools.are.the.revolution>

[9] L'Âge du faire - Hacking, travail, anarchie, Michel Lallement, Seuil, 2015

[10] « Tous les gens doivent disposer d'un accès facile et abordable à un internet libre et ouvert pour créer un monde plus juste » <https://www.apc.org/en/about>

[11] <http://www.adels.org/association/index.htm>

[12] <http://grit-transversales.org/>

[13] A noter que l'auteur de l'article est présidente de l'association depuis 2008, après y avoir travaillé comme permanente. Vecam bénéficiera dès sa création et pendant de longues années d'un soutien financier de la Fondation franco-suisse Charles Léopold Mayer, appelée aussi FPH.

[14] <http://vecam.org/archives/article326.html>

[15] Fabien Granjon, L'Internet militant : Mouvement social et usage des réseaux télématiques, Éd. Apogée, 2001

[16] L'OIF tient une conférence ministérielle dédiée au Inforoutes à Montréal dès 1997 <http://www.francophonie.org/Declaration-et-plan-d-action-de-la.html>

[17] Cf. par exemple le dispositif de vote de Condorcet « Glasnost » développé par l'entreprise de logiciel libre EasterEgg.

[18] Une politique de l'hérésie, entretien avec Isabelle Stengers, Vacarme, N°19, 2 avril 2002

[19] Bernard Vallerie et Yann Le Bossé, Le développement du pouvoir d'agir (empowerment) des personnes et des collectivités : de son expérimentation à son enseignement, Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle 2006/3 (Vol. 39), p. 87-100.

[20] Bernard Jouve, « Éditorial. L'empowerment : entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement », Géographie, économie, société 2006/1 (Vol. 8), p. 5-15.

[21] Pascal Aubert, « Démocratie participative, un échec plutôt rassurant », in la tribune Fonda n°215, le pouvoir d'agir au cœur de la démocratie, Septembre 2012

[22] La FONDA est un laboratoire d'idées au service du monde associatif, et a pour objet de comprendre et valoriser le fait associatif et sa contribution à la construction d'une société décloisonnée et respectueuse de l'initiative citoyenne. <http://www.fonda.asso.fr/>

[23] Voir le texte d'appel fondateur du collectif <https://pouvoirdagir.files.wordpress.com/2011/04/pour-mieux-vivre-ensemble-le-pouvoir-dagir-des-citoyens-mai-20111.pdf>

[24] Pour un historique détaillé des politiques françaises et européennes en matière d'e-inclusion et d'accès public, voir Mickaël Le

Mentec, in Usages des TIC et pratiques d'empowerment des personnes en situation de disqualification sociale dans les EPN Bretons [Thèse doctorale], 2010

[25] « The Information Society enables a changed relationship between employees and their employers to the benefit of both. To stay competitive, companies must become more responsive to their customers' needs and workers have the opportunity to have an enriched working experience including more empowerment and flexible work/home arrangements." Communication from the Commission - Strategies for jobs in the Information Society /* COM/2000/0048 final */

[26] Communication from the Commission to the Council and the European Parliament - Information and Communication Technologies in Development - The role of ICTs in EC development policy /* COM/2001/0770 final */

[27] European Commission white paper - A new impetus for European youth /* COM/2001/0681 final */

[28] The objectives of a European area of lifelong learning must be both to empower citizens to meet the challenges of the knowledge-based society, Communication from the Commission - Making a European Area of Lifelong Learning a Reality /* COM/2001/0678 final */

[29] Communication from the commission "European i2010 initiative on e-Inclusion "To be part of the information society" COM(2007) 694 final

[30] <http://funredes.org/>. L'ONG, comme Vecam, a bénéficié du soutien financier de la Fondation Charles Léopold Mayer.

[31] Daniel Pimienta, Fracture numérique : un concept boiteux ? Annuaire suisse de politique du développement, Vol 22, N°2

[32] Jacques-François Marchandise, Fractures d'aujourd'hui, Internet de demain
ftp://ftp.hesge.ch/Cyberadmin/jacques-francois_marchandise.pdf

[33] http://www.umic.pt/images/stories/publicacoes/kaplan_report_einclusion_final_version.pdf

[34] Deux membres de Vecam, l'auteure de cet article ainsi que Michel Briand, ont activement contribué à l'élaboration et la diffusion de ce rapport, ainsi que Daniel Kaplan de la FING.
<http://www.cnumerique.fr/wp-content/uploads/2013/12/Rapport-CNNum-10.12-1.pdf>

[35] <http://vecam.org/archives/article1242.html>

[36] <http://forum-usages-cooperatifs.net/index.php/Accueil>

[37] Le nouvel esprit du capitalisme, Luc Boltanski et Eve Chiapello, éd. Gallimard, 1999.

[38] Le Mentec, in Usages des TIC et pratiques d'empowerment des personnes en situation de disqualification sociale dans les EPN Bretons [Thèse doctorale], 2010

[39] Cf. F. Garibay, M. Segulier (coord.), Pratiques émancipatrices : actualités de Paulo Freire, Paris, Syllepse, 2009, cités par Mickaël Le Mentec, ibid

[40] On trouve également les traductions suivantes « autonomisation », « responsabilisation », « émancipation ». Tout récemment on a vu apparaître le terme d' « empouvoirement ». C'est notamment la traduction utilisée par Benoit Thieulin, président du CNNum, Conseil national du numérique. Cf. la préface du rapport « Ambition numérique, pour une politique française et européenne de la transition numérique » Juin 2015

[41] Par exemple Bernard Stiegler ou encore Philippe Aigrain